

La Grèce prépare l'euro au forceps

La drachme, dévaluée de 13,8%, intègre le Système monétaire européen.

suite de la page 19 de 25% sur le dos des salariés auxquels ils oublient de payer les congés, établissent des contrats bidons, etc.»

Le système s'est pourtant mu en véritable organisation du travail. Ainsi, au Printemps-Haussmann, les démonstrateurs représentaient 10% du personnel de vente dans les années 60. Aujourd'hui, ils pèsent pour 60% dans l'effectif de vente des trois magasins haussmanniens. «Auparavant, explique la CGT du Printemps, nous faisons pression sur la direction pour qu'elle reclasse le personnel de démonstration, et si ce n'était pas possible, le fabricant devait le faire. Mais les grands magasins et certaines grandes marques ont trouvé cette parade pour ne plus avoir à supporter les incidences de ces suppressions d'emploi.» Ils seraient 500 à 600 sur les 2000 démonstrateurs du Printemps à travailler via des sociétés écrans.

Grand débarras. Ce sont eux que le Printemps veut aujourd'hui faire disparaître, ou plutôt leurs employeurs. Car l'affaire commence à sentir le soufre. Une plainte a été déposée au pénal. La direction du grand magasin a depuis sommé toutes ses marques employant du personnel de démonstration via des sociétés tierces de se débarrasser de leurs prestataires avant la fin avril. Des centaines de démonstrateurs sont en train d'être licenciés. Les marques n'en veulent pas. Le Printemps élude la question, même s'il a laissé entrevoir des embauches à certains d'entre eux. Une chose est sûre, les stands ne pourront pas rester sans vendeurs.

NADYA CHARVET

Athènes de notre correspondante

C'est par un message solennel à la nation que le Premier ministre Costas Simitis a annoncé samedi aux Grecs l'entrée de la drachme, aujourd'hui, dans le système monétaire européen (SME). «Cette évolution est un pas pour atteindre notre ultime objectif politique et économique, la participation de la Grèce à la phase finale de l'Union économique et monétaire en l'an 2001», a-t-il dit. Pas question d'utiliser pour autant le mot qui fâche: dévaluation. Il s'agit d'un «ajustement de la parité de la drachme, de l'ordre de 14%», en fait 13,8%. «Nous passons à la phase finale, alors que nous étions une exception montrée du doigt au sein de l'UE», a-t-il ajouté.

Costas Simitis a également souligné la détermination de son gouvernement à réduire l'inflation «à environ 2% fin 1999» pour «tirer les gains» de la dévaluation. «C'est le billet nécessaire pour le succès, et nous devons tous y contribuer sans exception», a-t-il lancé. Le ministre grec de l'Economie, Yannis Papantoniou, a annoncé dimanche après-midi un train de mesures énergiques: réforme du secteur public avec la privatisation de onze entreprises et de trois banques publiques, et la révision du système de protection sociale, à réaliser dans un délai de dix-huit mois.

En fait, la Grèce a souhaité intégrer le SME pour protéger sa monnaie. La drachme avait été attaquée par les spéculateurs en automne, au début de la crise asiatique. Depuis deux mois et dans le plus grand secret, Athènes menait des négociations avec ses partenaires européens. De nouveaux mouvements de spéculation, vendredi, et les bons résultats grecs, notamment sur le



Le Premier ministre Costas Simitis, samedi à la télé. «Nous étions une exception montrée du doigt.»

front de l'inflation (4,3% en février) ont accéléré l'opération ce week-end. A la marge de la conférence européenne, organisée à Londres, Athènes a donc demandé à ses partenaires d'intégrer le SME. Ceux-ci ont demandé que l'opération soit accompagnée d'un nouvel effort d'austérité et de réformes structurelles.

Gros déficits. Athènes est encore loin de l'objectif de l'euro. Outre l'inflation, le déficit public est à 5,4% du PIB (contre 3% requis) et l'endettement à 108% (contre 60% requis). Mais la Grèce espère qu'une appartenance au SME accélérera l'enchaînement vertueux la menant à l'assainissement économique. En décembre, le Premier ministre avait déjà fait adopter pour 1988 un «budget de convergence» européenne prévoyant une hausse de prix de 2,5%, un déficit budgétaire de 4,4% du PIB (contre 6,2% en 1997) et de nouveaux impôts. Malgré cette politique de rigueur, certains indicateurs économiques restent

mauvais. Ainsi, le déficit commercial s'est creusé, passant de 18,3 milliards de dollars en 1996 à 18,8 milliards fin 1997.

La décision du gouvernement a eu l'effet d'une bombe pour le Grec de la rue. «Nous allons avoir faim», titraient certains journaux dimanche matin qui citaient «les méfaits de la dévaluation». Celle-ci devrait se traduire par un fort renchérissement du coût de la vie dans un pays où un très grand nombre de biens manufacturés sont importés. Un observateur chiffrait à 10% la baisse globale des revenus pour une famille grecque moyenne. Le journal progouvernemental *Ta Nea* condamnait l'obsession du ministre de l'Economie pour la politique de la «drachme dure» qui «a saigné le citoyen grec». Le parti conservateur de l'opposition, Nouvelle Démocratie, a

réagi comme face à un déluge. Il accuse le gouvernement d'«échec de sa politique économique». Le porte-parole de Costas Caramanlis, le nouveau chef du parti, a exigé les noms des responsables «pour délit d'initiative lors de l'attaque de la Bourse vendredi dernier». De son côté, le parti communiste KKE menace de nouvelles manifestations et appelle les syndicats «à la lutte contre les mesures illogiques du gouvernement».

A l'opposé d'Athènes, Dublin a accepté une revalorisation de sa monnaie, le punt. Son taux pivot augmente de 3%. Avec treize pays de l'Union sur quinze (le Royaume-Uni et la Suède continuent de bouder), le SME, né en 1979, est au faite de sa gloire. Mieux, sa stabilité semble inébranlable. Samedi, un des membres du comité monétaire de l'UE confiait: «Sauf accident, il n'y aura plus d'autre modification [de parité] avant le jour décisif», c'est à dire le 1^{er} janvier 1999.

SOPHIA GIANNAKA (et AFP)